

Les risques de radicalisation de la crise syrienne

Par : Masri Feki © Diplomatist Magazine (Inde)
Volume 5, No. 2, Février 2013

Source : www.masrifeki.com

Alors que les mouvements de contestation arabes de 2011 ont mis fin à la dictature en Tunisie, en Egypte et en Libye, le bras de fer entre le régime de Damas et les insurgés de l'Armée libre s'accroît, et avec lui les risques d'une radicalisation du conflit. Ce dernier alimente un extrémisme salafiste émergeant au sein de l'opposition, met en avant le spectre d'un recours par le régime à des armes non-conventionnelles, et risque d'étendre le théâtre de la confrontation à d'autres pays de la région. Les récents événements de Damas ou Alep, et l'échec de l'approche diplomatique, enterrée par le double veto au Conseil de sécurité de l'ONU, indiquent que l'issue du conflit n'est pas nécessairement aussi proche qu'il y paraît.

La communautarisation du conflit

La transformation du soulèvement populaire syrien en une véritable guerre civile est sans doute la seule réussite du régime de Bachar el-Assad, son chef d'œuvre. En effet, dès l'éclatement des premières manifestations populaires hostiles au régime, ce dernier a choisi la voie de la communautarisation. Son appareil de propagande n'a jamais évoqué une quelconque confrontation entre un régime autoritaire et une opposition politique (avant que celle-ci ne se militarise), mais entre une Syrie ouverte et multiconfessionnelle que représenterait le régime et des groupes terroristes salafistes soutenus par l'étranger. Le mouvement de contestation incluait alors des figures chrétiennes, kurdes et même alaouites de l'opposition, tandis que le régime avait encore le soutien de bon nombre de sunnites, appartenant notamment à la classe des notables et à l'institution religieuse. Ce n'est que par la suite, au fur et à mesure que le conflit s'est militarisé, que le régime s'est retrouvé enfermé dans la logique communautaire dont il est à l'origine. Les appuis sunnites se sont progressivement tournés vers l'opposition ou se sont affaiblis, tandis que la radicalisation des insurgés sunnites a fait reculer bon nombre de minoritaires¹, aujourd'hui repliés dans le silence et l'angoisse.

Dans ce contexte, les récentes attaques de la rébellion contre la région alaouite peuvent certes être considérées comme des actes de vengeance et comme une punition collective². Mais elles correspondent surtout à un choix stratégique aux yeux de l'opposition, ayant deux objectifs majeurs.

Le premier consiste à empêcher le régime de se constituer une zone de repli homogène et défendable. L'Armée libre cherche ainsi à empêcher toute continuité territoriale entre les pôles urbains à majorité alaouite, d'une part, et entre la région alaouite et le Liban, d'autre part. En outre, c'est dans cette région constituée de la Montagne alaouite et la côte qui court de Tartous (qui abrite une base militaire russe) à Lattaquié, que le clan du pouvoir se recrute l'essentiel des officiers. C'est aussi là qu'il a stocké une grande quantité d'armement lourd. Frapper la région alaouite vise donc à couper le régime de sa principale zone de ravitaillement, mais aussi à rendre impossible l'option séparatiste³.

¹ Des druzes, des kurdes, mais surtout des chrétiens.

² Le régime syrien ne se résume pas au pouvoir d'un homme ou d'une famille, mais à celle d'une communauté religieuse : les alaouites. Il est le produit d'une histoire qui plonge ses racines dans la composition confessionnelle de la Syrie et la revanche sociale d'une minorité marginalisée qui a atteint le sommet en utilisant le canal de l'armée, puis en se confondant avec le parti Baas. Voir : Masri Feki, « L'avenir de la Syrie : une ère nouvelle de démocratie ou une montée en puissance du fondamentalisme sunnite », *Diplomatist Magazine* (Inde), Volume 4, No. 7, Août 2012.

³ Certains fantasment aujourd'hui sur la création d'un petit d'Etat dans le « réduit alaouite », comme les Français l'avaient fait au début de leur mandat, dans les années 1920.

Le deuxième objectif consiste à disperser les forces loyalistes, en les attirant vers l'ouest, au moment où l'Armée libre intensifie ses frappes sur Damas et étend son contrôle sur une grande partie d'Alep. Un abandon de la région alaouite par le régime, sous prétexte de concentrer son effort de guerre dans la défense de la capitale, serait considéré comme une trahison par la communauté de la famille présidentielle et des hauts-gradés de l'armée régulière et des renseignements. Car c'est bien grâce à cette région, et plus globalement à bon nombre de minoritaires, que le régime parvient à tenir tête à une insurrection essentiellement sunnite et de plus en plus fondamentaliste⁴.

La menace des armes chimiques

Un autre aspect de la radicalisation du conflit est celui du durcissement des moyens de répression du régime : tirs multiples de missiles Scud, attaques aériennes intensifiées et menaces d'emploi d'armes non-conventionnelles. Isolé et impuissant, Assad pourrait avoir recours aux armes chimiques dont il dispose, comme l'a fait Saddam Hussein dans la répression de la révolte kurde au nord de l'Irak en 1988. Un usage par le régime de Damas d'armes non-conventionnelles représenterait une menace irréversible pour l'ensemble des pays de la région, et ouvrirait la voie à une intervention militaire étrangère. Jusque là, l'option d'une intervention internationale directe a été mise de côté, en raison du veto russo-chinois au Conseil de sécurité des Nations unies et de l'absence de consensus au sein de l'OTAN et de la Ligue arabe. La Turquie et les pays arabes, notamment ceux qui sont frontaliers de la Syrie, déplorent la présence de plus en plus forte de djihadistes idéologiquement proches d'Al-Qaïda au sein de la rébellion syrienne⁵. Ils craignent qu'un futur régime syrien soit encore plus menaçant pour la stabilité régionale que celui de Bachar el-Assad. Mais l'activation et l'usage d'armes chimiques représenteraient une telle extrémité que ni les pays alentour ni la communauté internationale ne pourraient accepter. Plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont fait clairement comprendre qu'ils ne permettraient pas une telle situation⁶.

Si une intervention militaire extérieure était déclenchée, deux scénarios sont possibles. Le premier consisterait à intervenir en guise de riposte à l'emploi d'armes chimiques. Cela signifierait que des dizaines de milliers de Syriens devraient mourir asphyxiés pour que des forces étrangères puissent être mobilisées sur le terrain. Le second scénario, plus audacieux mais moins risqué, est celui de l'action préventive. Cela consisterait à envoyer des forces spéciales pour se saisir des stocks d'armes chimiques avant usage, les détruire sur place ou les faire sortir de Syrie. Cette option est actuellement étudiée par les Etats-Unis et plusieurs pays européens, et des forces spéciales occidentales ont été mobilisées en Jordanie et sont dans l'attente de mots d'ordre. La reconnaissance par le président américain de la Coalition nationale syrienne comme le seul représentant légitime du peuple syrien, tout en refusant de soutenir militairement l'Armée libre, s'inscrit dans cette logique d'encercllement politique du régime de Bachar el-Assad. Ces mesures devraient pouvoir dissuader le jeune raïs de renoncer à l'optique de la guerre totale contre l'insurrection, au prix de faire durer une situation devenue insupportable pour tous.

L'exportation de l'instabilité

La radicalisation de la crise syrienne risque aussi de déborder sur les pays voisins⁷, comme l'Irak où les tensions sont déjà très vives entre chiites et sunnites, mais surtout le Liban qui se trouve une fois de plus au bord de la guerre civile. En effet, parmi tous les Etats limitrophes à la Syrie, le pays du Cèdre est le plus vulnérable. Le pouvoir y est fragile, les tensions interconfessionnelles y sont exacerbées, sans compter les alignements politiques

⁴ Christophe Ayad, « Syrie : les combats gagnent la région alaouite, bastion du système Assad », *Le Monde* (France), 27 décembre 2012.

⁵ C'est notamment le cas du groupe salafiste radical Jabhat al-Noussra, figurant depuis peu sur la liste des organisations terroristes des Etats-Unis.

⁶ Jean Guisnel, « Syrie : la peur des armes chimiques », *Le Télégramme* (France), 5 décembre 2012.

⁷ Pour en savoir plus sur les retombées régionales de la crise syrienne : Jean-Sylvestre Mongrenier, « La situation syrienne, ses impasses et ses développements », *Institut Thomas More* (France), Tribune N°36, Novembre 2012.

répartis entre pro et anti-Assad. Le Liban est aujourd'hui exposé à des incidents frontaliers réguliers, à des assassinats ciblés, à des affrontements intercommunautaires⁸ et à un important flux de réfugiés.

A cela s'ajoute le mécontentement de la rue sunnite et de bon nombre de chrétiens face à l'hégémonie d'un Hezbollah qui a lié son sort à celui du régime de Bachar el-Assad. En effet, le soutien qu'apporte la milice proche de l'Iran au pouvoir de Damas n'est pas seulement d'ordre politique. Son implication dans le conflit syrien est totale, comme le démontre le récent aménagement d'un pont terrestre traversant le territoire libanais, destiné à lier Damas au secteur ouest de Homs, puis au littoral syrien (au niveau de Tartous)⁹. Ce couloir, tout comme la route internationale Damas-Beyrouth très surveillée par le Hezbollah du côté libanais, pourrait être d'une importance stratégique au cas où les troupes d'Assad viendraient à perdre le contrôle des autoroutes internes. Enfin, l'hégémonie du Hezbollah dans le secteur de Beyrouth et dans la Békaa, ainsi que l'influence qu'il exerce sur le gouvernement Mikati, rassurent Damas sur le fait que la capitale libanaise garde sa fonction de port le plus proche et de pont d'approvisionnement stratégique en cas de nécessité.

Si la crise syrienne perdure, le Liban pourrait faire face à des défis d'une ampleur inédite, et avec lui d'autres pays de la région. En effet, la Turquie aussi pourrait être affectée. Comme dans les années 1990, le pouvoir de Damas utiliserait volontiers le levier kurde contre Ankara. Enfin, des provocations sur le plateau du Golan visant à impliquer Israël dans le conflit ne sont pas à exclure. Si, au contraire, le régime syrien s'effondrait aujourd'hui, cela affaiblirait clairement les positions géopolitiques de l'Iran, fragiliserait le Hezbollah, et exacerberait les tensions entre sunnites et chiites au Liban et en Irak. Cela bouleverserait de façon durable et radicale l'ensemble des rapports de force au Moyen-Orient, où tous les repères en place depuis des décennies seraient à revoir.

Bref, la situation géopolitique de la Syrie est bien plus complexe que celle des autres pays affectés par le printemps arabe. La crise syrienne doit être appréhendée dans le contexte moyen-oriental. Cela rend plus compréhensible la prudence internationale d'autant plus que les théâtres irakien et afghan ont absorbé beaucoup d'énergie et de moyens. Quelle que soit l'issue de ce conflit, l'instabilité qu'il a provoquée durera longtemps en Syrie et dans la région, entraînant souffrances et radicalisation.

⁸ Surtout dans le nord du Liban, entre sunnites et alaouites. Le 22 août 2012, par exemple, des affrontements entre sunnites opposés à Assad, et alaouites soutenant le régime syrien, ont fait au moins cinq morts et des dizaines de blessés à Tripoli.

⁹ Paul Salem, « Le Liban peut-il survivre à la crise syrienne ? », *L'Orient-Le Jour* (Liban), 14 décembre 2012.